RÉPUBLIQUE FRANÇAISE | PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION | DÉPARTEMENT DE L'ORNE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

Union pour la Défense de la République

Électrices et Électeurs,

Pour le scrutin du 23 juin, de quoi s'agit-il?

EN PREMIER LIEU, il s'agit de conjurer le péril mortel que constituerait pour la République et pour la France la mainmise sur l'État du parti communiste et de ses alliés. Car **il s'en est fallu de peu, entre le 25 et le 30 mai, que l'entreprise totalitaire ne s'installe au pouvoir, en s'aidant du marchepied que lui tendait** M. MITTERRAND.

Le pays allait glisser dans la pire des aventures quand **DE GAULLE**, une fois encore, a sauvé nos libertés et empêché la guerre civile. Il l'a fait à un âge qui l'aurait autorisé à se retirer dans son village, à s'enfermer dans son chagrin et à retrouver sa légende. Mais son âge est celui de CLEMENCEAU en 1917 et il s'est refusé à abandonner le pays à la dérive. Il a donc agi au moment où la nation risquait de trébucher dans le chaos et la violence. Il a agi en accord profond avec la majorité du peuple français, qui rejette le drapeau rouge du communisme et le drapeau noir de l'anarchie.

Comment sortir d'une situation où fermentent encore le pire, c'est-à-dire la menace de dictature, et le meilleur, autrement dit l'espoir du renouveau? **Comment en sortir, sinon par la seule issue légitime, c'est-à-dire la consultation du peuple souverain?**

C'est pourquoi vous voterez, le dimanche 23 juin, et **votre vote revêtira une importance capitale.**

Il s'agit, en premier lieu, de sauver la République et vos libertés.

EN SECOND LIEU, il s'agit de créer et de mettre en place les instruments de **la participation de tous** à l'élaboration des décisions visant au renouveau de la société dans toutes ses parties. Il faut comprendre, admettre et vouloir que **le dialogue doit s'instaurer dans toutes les catégories de la vie sociale, professionnelle et nationale.** Ce dialogue, cette confrontation des points de vues et des intérêts légitimes est indispensable, si l'on veut que toute autorité soit mieux éclairée, mieux acceptée et par conséquent plus décisive. La participation, à tous les échelons et dans tous les domaines, doit être un facteur de justice, mais aussi d'efficacité.

Le syndicalisme ouvrier, qui peut paralyser l'économie générale du pays, doit être amené à participer davantage à l'élaboration du plan et, de ce fait, à se considérer comme co-responsable de son application. A l'échelon de l'entreprise, il doit être amené progressivement à prendre également sa part de responsabilités.

Quant aux avantages acquis, ils doivent être, d'une part, étendus sous une forme appropriée **aux retraités** et **aux vieillards**; mais, d'autre part, ils ne pourront garder leur valeur qu'en fonction d'une politique financière susceptible de nous préserver de l'inflation.

Le syndicalisme agricole doit être le maître de l'évolution des structures, de telle sorte que le sort des exploitations familiales ne soit pas considéré uniquement sous l'angle économique, mais aussi en raison de leur importance sociale. **Une authentique politique des revenus doit empêcher que le coût des réformes en cours soit supporté par les agriculteurs.**

Les petites et moyennes entreprises, ainsi que l'artisanat et le commerce, doivent bénéficier **d'une politique immédiate de crédit** et d'assouplissement fiscal qui leur permette de passer le cap extrêmement difficile qui se présente à eux.

TOUT DOIT CONCOURIR A REMETTRE EN ROUTE L'EXPANSION, SEUL MOYEN DE COMPENSER LES PERTES SUBIES DU FAIT DES ÉVÉNEMENTS, DE RATTRAPER LE TEMPS PERDU ET DE COMBATTRE LE CHOMAGE.

La participation doit s'imposer également dans nos régions. C'est en Basse-Normandie et non plus à Paris que doivent se régler de nombreux problèmes, accaparés jusqu'à présent par la bureaucratie centralisatrice.

L'équilibre des pouvoirs, inscrits dans la constitution de la Ve République, doit être effectif. Ce qui implique **une collaboration plus confiante et plus constante entre le gouvernement et le parlement.** Les Français ont autant besoin d'être représentés que gouvernés.

Il faut que les élections envoient à l'Assemblée Nationale une majorité puissante et cohérente, QUI DEVRA S'ÉTENDRE A TOUS CEUX QUI NE SONT PAS LES ALLIÉS DU COMMUNISME.

La jeunesse, enfin, avec ses déceptions et ses espérances — une jeunesse qui ne doit pas être confondue avec une minorité d'hurluberlus et de violents — **doit trouver, d'abord dans un enseignement profondément rénové, puis dans la vie, cet idéal que ne peut lui offrir une société matérialisée à l'extrême.**

Sachons, nous ses aînés, en attendant qu'elle prenne la relève, lui préparer une société qui ne soit pas exclusivement fondée sur l'argent, une société plus humaine, où la fraternité entre les hommes ne soit pas un vain mot.

Louis TERRENOIRE,
Député sortant. Ancien ministre,
Maire de Ceaucé,
Vice-président du Parlement européen,
Officier de la Légion d'Honneur.
CANDIDAT D'UNION
POUR LA DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE

Remplaçant éventuel : **Émile JANVIER,**
Conseiller Général de l'Orne,
Maire de Saint-Denis-sur-Sarthon,
Chevalier de la Légion d'Honneur.

Imp. Alençonnaise 49.309